



**MARCHE DE REPERAGE AVANT DEMOLITION
AMIANTE / PLOMB / PARASITES
SUR LES IMMEUBLES BATIS SITUES AU
488 AVENUE DE VERDUN / 27 ET 65 AVENUE PAUL
ARENE / 35 CHEMIN DES COLLETES
SUR LA COMMUNE DE DRAGUIGNAN**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIERES (C.C.T.P.)**

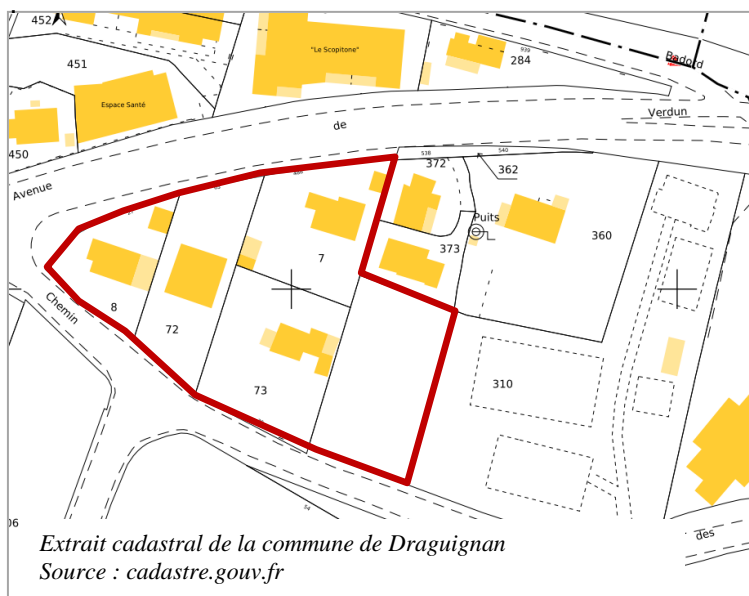
Pouvoir adjudicateur :	SAIEM DE CONSTRUCTION DE DRAGUIGNAN
Adresse :	247 rue Jean Aicard – 83300 DRAGUIGNAN
Représenté par :	Monsieur Michel PONTE – Président Directeur Général

SOMMAIRE

I- OBJET DE LA CONSULTATION	3
MISSION N°01 : DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION.....	3
A – DESCRIPTIF DE LA MISSION :	3
1.1 Législation et réglementation applicables	3
1.2 Certification et accréditation.....	4
1.3 Mode opératoire	4
1.4 Documents et données fournis par le maître d’ouvrage	5
B – CONTENU GENERAL DE LA MISSION :	5
2.1 Préparation de la mission	5
2.2 Visite de reconnaissance	5
2.3 Inspection visuelle	5
2.4 Sondage	6
2.5 Prélèvements d’échantillons	6
2.6 Rapport de repérage	7
MISSION N°02 : DIAGNOSTIC PLOMB AVANT DEMOLITION	9
1. DOCUMENTS DE REFERENCE / REGLEMENTATION	9
2. CERTIFICATION & ACCREDITATION	9
3. VISITE DE RECONNAISSANCE.....	9
4. ACCESSIBILITÉ DE L’OUVRAGE	10
5. LIVRABLE A FOURNIR.....	10
MISSION N°03 : DIAGNOSTIC PARASITES.....	10
1. DOCUMENTS DE REFERENCE / REGLEMENTATION	10
2. CERTIFICATION & ACCREDITATION	10
3. INSPECTION VISUELLE	10
4. VISITE DE RECONNAISSANCE.....	11
5. ACCESSIBILITÉ DE L’OUVRAGE	11
6. LIVRABLE A FOURNIR.....	11

I- | OBJET DE LA CONSULTATION

La SAIEM de Construction de Draguignan envisage la construction d'une résidence autonomie au carrefour de l'avenue de Verdun et du Chemin des Collettes, sur les immeubles cadastrés Section AH n° 7 / 8 / 72 / 73.



Adresse du bien	Référence cadastrale	Emprise au sol	Désignation des biens
488 avenue de Verdun	AH 0007	1025 m ²	Villa avec 2 cabanons dont un avec cuisine d'été Présence d'une cuve à fuel enterrée (dégazée et neutralisée)
27 avenue Paul Arène	AH 0008	658 m ²	Villa + garage + abri voiture
65 avenue Paul Arène	AH 0072	975 m ²	Villa en R+1 avec installation intérieure gaz
35 Chemin des Collettes	AH 0073	1185 m ²	Villa en R+1 + garage + atelier maçonné Présence d'une cuve à fuel enterrée (dégazée et neutralisée)

MISSION N°01 : DIAGNOSTIC AMIANTE AVANT DEMOLITION

A – DESCRIPTIF DE LA MISSION :

Il s'agit de :

- réaliser le Repérage Amiante avant démolition ;
- compléter, le cas échéant, le dossier technique amiante (DTA) ou le dossier technique parties privatives (DAPP) suite à la réalisation de ce repérage.

Le présent CCTP a pour objet de définir le contenu technique et les modalités de réalisation de cette mission.

Toutes les prestations qui ne s'avèreraient pas conformes aux prescriptions du présent CCTP seront refusées, et l'opérateur de repérage devra les recommencer.

1.1 Législation et réglementation applicables

La mission de repérage, objet de ce présent marché, sera conforme aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

- Décret N° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante modifié par les décrets n°2013-594 du 5 juillet 2013 et n°2015-789 du 29 juin 2015 ;

- Décret N° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations modifié par le décret N°2019-251 du 27 mars 2019 ;
- Arrêté du 8 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre par les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 7 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante ;
- Arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux fibres d'amiante modifié par l'arrêté du 30 mai 2018 ;
- Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante ;
- Arrêté du 16 juillet 2019 modifié par l'arrêté du 23 janvier 2020 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis ;
- Arrêté du 24 décembre 2021 relatif aux critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.

Cette liste n'est pas limitative. Le titulaire devra se soumettre au moment de l'exécution des prestations à l'ensemble de la réglementation en vigueur.

La mission sera en outre conforme à la norme NF X46-020 version août 2017.

L'attention est attirée sur le fait que la norme NF X46-020 version août 2017 relative au repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis est contractualisée dans le présent marché.

1.2 Certification et accréditation

L'opérateur de repérage devra détenir un certificat de compétence avec mention en cours de validité conforme à la réglementation définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.

Les certificats des personnes amenées à exécuter le marché devront être joints à la proposition.

Pour la réalisation des analyses des échantillons prélevés, l'opérateur devra choisir un ou des laboratoires accrédités suivant les exigences de la norme NF EN ISO/CEI 17025 « exigences générales concernant la compétence des laboratoires d'étalonnages et d'essais » et conformément à l'arrêté du 1^{er} octobre 2019 modifié relatif aux modalités de réalisation des analyses de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, aux conditions de compétence du personnel et d'accréditation des organismes procédant à ces analyses. En outre, l'opérateur de repérage devra veiller à ce que le laboratoire soit bien en mesure de pouvoir mettre en œuvre les techniques d'analyse requises par application de l'arrêté du 1^{er} octobre 2019.

1.3 Mode opératoire

Le soumissionnaire joindra à sa proposition les modes opératoires tels que définis à l'article R.4412-145 du Code du travail pour chaque processus susceptible d'être mis en œuvre lors de la mission.

Le niveau de classement de chaque processus devra être justifié par un mesurage réalisé conformément aux articles R. 4412-103 à R. 4412-106 du code du travail ou, à défaut, par des données issues d'une source fiable (CARTO, Scol@amiante...). Les dispositifs de protection mis en place seront détaillés en particulier pour la protection des surfaces en milieu intérieur.

Le soumissionnaire annexera aux documents les attestations de compétence, conformes à l'arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante, des personnes susceptibles d'intervenir et celles des personnes qui ont rédigé les modes opératoires.

1.4 Documents et données fournis par le maître d'ouvrage

Un dossier sera remis au titulaire du présent marché. Ce dossier comprend :

- Le programme détaillé des travaux, joint à la présente consultation ;
- Le relevé géomètre des emprises des immeubles,
- Tout document permettant de renseigner sur la présence d'amiante dans le bâtiment considéré : DTA ou DAPP contenant les rapports de repérages correspondant à des missions antérieures, ...

B – CONTENU GENERAL DE LA MISSION :

2.1 Préparation de la mission

L'opérateur de repérage devra :

- analyser le programme détaillé des travaux fournis par le maître d'ouvrage afin de déterminer le périmètre et le programme de repérage ;
- transmettre le périmètre et le programme de repérage au donneur d'ordre pour avis éventuel de ce dernier ;
- s'assurer qu'il dispose de plans ou de croquis de repérage correspondant à chaque niveau pour chacun des bâtiments constituant l'immeuble.

2.2 Visite de reconnaissance

L'opérateur de repérage devra effectuer une visite de reconnaissance accompagné par un représentant du donneur d'ordre afin de :

- définir les investigations approfondies non destructives nécessaires ;
- définir les investigations approfondies destructives ou les démontages particuliers permettant d'accéder aux matériaux ou produits susceptibles de contenir l'amiante ;
- définir les surfaces qui devront être protégées pour la réalisation des sondages et des prélèvements ;
- indiquer au donneur d'ordre les moyens que celui-ci doit mettre à sa disposition ;
- organiser un cheminement logique permettant la visite systématique de toutes les parties de l'immeuble bâti intégrées dans le périmètre de repérage et identifier, le cas échéant, les éventuelles hypothèses de ZPSO.

Ces éléments seront formalisés dans un compte-rendu de visite de reconnaissance adressé au maître d'ouvrage dans le cadre de son offre. Ce compte-rendu comprendra les zones de sondage où le marquage indélébile in situ ne pourra être réalisé et les modalités de matérialisation alternatives proposées afin de permettre une exploitation ultérieure sans aucune interprétation.

L'opérateur de repérage indiquera également dans ce rapport sa stratégie d'intervention au regard de la réalisation des exigences 2.1 et 2.2.

2.3 Inspection visuelle

L'inspection visuelle ne pourra commencer qu'après réception du compte-rendu de visite de reconnaissance.

Dans le périmètre de repérage qu'il a identifié sur la base du programme de travaux transmis par le donneur d'ordre, l'opérateur de repérage identifiera les composants de la construction, puis inspectera les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante constitutifs de ces composants en se référant à minima au contenu des colonnes I et II de l'annexe A1 de la norme NF X 46-020 version août 2017.

Si l'opérateur ne repère pas de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante dans le composant de la construction, il devra l'indiquer clairement dans son rapport.

L'ensemble de ces éléments devra être enregistré, leurs caractéristiques et leur état de conservation renseignés (nature, localisation, forme, aspect, etc...).

2.4 Sondage

Les sondages devront être effectués dans les conditions de l'annexe A de la norme NF X 46-020 version août 2017 pour les composants ou parties de composants figurant dans le programme de repérage et présents dans le périmètre de la mission de repérage.

En outre, les techniques mises en œuvre devront respecter l'annexe C de la norme NF X 46-020 version août 2017.

Les sondages faisant suite à des investigations approfondies destructives ou non devront faire l'objet d'un marquage indélébile in situ avec un identifiant unique (numéro, code...). *Si le marquage indélébile in situ ne peut être réalisé au moment de la réalisation des sondages, les modalités de matérialisation doivent être arrêtées préalablement entre l'opérateur de repérage et le DO afin de permettre une exploitation ultérieure sans aucune interprétation, exemple plan/numéro photographie.*

Sauf sondage visuel non précédé d'une investigation approfondie préalable :

- les zones d'intervention seront aspirées au moyen d'un aspirateur THE et stabilisées au moyen d'un produit permettant la fixation des fibres éventuellement résiduelles,
- les composants sondés devront être restaurés (remontés, refixés, fermés rebouchés, selon la situation) de manière à éviter tout risque de propagation de fibres.

En outre, pour chaque sondage ayant entraîné la réalisation d'un prélèvement (avec ou sans échantillons destinés à l'analyse), une fiche récapitulative sera réalisée contenant : la localisation du sondage dans le bâtiment ;

- la localisation du sondage dans le composant ;
- une description des différentes couches/matériaux rencontrés ;
- une planche photographique ;
- les prélèvements effectués dans le cadre du sondage.

Les fiches seront annexées au rapport.

2.5 Prélèvements d'échantillons

Les prélèvements d'échantillons devront être effectués conformément à l'annexe A de la norme NF X 46020 version août 2017 pour les composants ou parties de composants figurant dans le programme de repérage.

Les techniques mises en œuvre devront respecter l'annexe C de la norme NF X 46-020 version août 2017.

De plus, les prélèvements d'échantillons devront faire l'objet d'un marquage indélébile in situ avec un identifiant unique (numéro, code...). *Si le marquage indélébile in situ ne peut être réalisé au moment de la réalisation des prélèvements, les modalités de matérialisation doivent être arrêtées préalablement afin de permettre une exploitation ultérieure sans aucune interprétation, exemple plan/numéro photographie.*

Chaque localisation de prélèvement d'échantillons sera photographiée et annexée au rapport.

Suite au prélèvement d'échantillons, les supports seront aspirés au moyen d'un aspirateur THE et stabilisés au moyen d'un produit permettant la fixation des fibres éventuellement résiduelles.

En complément, les supports devront être restaurés de manière à éviter tout risque de propagation de fibres.

L'opérateur de repérage devra transmettre au laboratoire la fiche d'accompagnement des prélèvements d'échantillons conformément à l'annexe C de la norme NF X 46-020 version août 2017 et à l'Annexe I de l'arrêté du 1^{er} octobre 2019 modifié.

L'opérateur de repérage indiquera la (ou les) couches à analyser au laboratoire, sauf impossibilité technique rencontrée par l'organisme accrédité.

Dans le cas d'échantillon composite (échantillon composé de plusieurs sous-échantillons venant de plusieurs prélèvements), l'opérateur informera le laboratoire que l'échantillon doit être homogénéisé avant analyse.

L'ensemble des prélèvements devra être analysé par un laboratoire accrédité pour la recherche d'amiante conformément à l'arrêté du 1^{er} octobre 2019.

Note : aucune conclusion sur l'absence ou la présence d'amiante dans un matériau ou produit considéré comme étant susceptible d'en contenir ne pourra être faite sans recourir à un prélèvement et à une analyse sauf à disposer d'éléments fiables et pertinents (informations concernant les matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante résultant d'un précédent repérage de l'amiante portant en tout ou partie sur le périmètre de la mission de repérage commandée , d'un marquage sur un matériau ou un produit ou de documents techniques).

2.6 Rapport de repérage

L'opérateur de repérage rédigera un rapport par bâtiment. La présentation des rapports devra être conforme à l'annexe D de la norme NF X46-020 version août 2017 et de l'annexe 2 de l'arrêté du 16 juillet 2019 modifié.

Les plans et croquis prévus en annexe du rapport devront respecter les prescriptions de l'annexe D §6.2 de la norme NFX 46-020, notamment la localisation précise des sondages ayant fait l'objet d'investigations approfondies ou ayant nécessité l'utilisation d'outils de mesure et des prélèvements d'échantillons avec leurs identifiants, l'étendue de chaque produit ou matériau.

Les fiches récapitulatives des sondages et le compte-rendu de visite de reconnaissance seront annexés au rapport.

La remise des documents sera suivie d'une réunion de synthèse de la mission et de présentation des conclusions en présence de la maîtrise d'œuvre et du coordonnateur SPS le cas échéant.

De manière concomitante avec la production du rapport, l'opérateur de repérage complètera, le cas échéant, le dossier technique amiante (DTA) ou le dossier technique parties privatives (DAPP) à la suite de la réalisation de ce repérage. Cette prestation sera incluse dans le prix forfaitaire de la mission.

C – PERIMETRE D'INTERVENTION DU DIAGNOSTIC :

N°	Localisation bâtiment	Périmètre d'intervention
1	Villa au 488 avenue de Verdun cadastrée AH 7 avec 2 cabanons dont un avec cuisine d'été Cuve à fuel enterrée	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Démolition des cloisons intérieures et des cloisons de doublage ; ➤ Démolition des menuiseries extérieures (fenêtres + volets) ; ➤ Démolition des enduits extérieurs ; ➤ Dépose de tous les sanitaires y compris évacuations attenantes de toute nature ; ➤ Dépose de toute l'installation électrique ; ➤ Démolition des revêtements de sol et faïences murales ➤ Démolition des planchers à tous les niveaux ; ➤ Démolition de la charpente et couverture ; ➤ Enrobé en pieds de façade ➤ Enrobé de trottoirs ➤ Réseaux avec passage éventuel de caméra ➤ Démolition des deux cabanons ➤ Enlèvement de la cuve ➤ Démolition murs de clôture
2	Villa au 27 avenue Paul Arène cadastrée AH 8 Avec garage et abri voiture	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Démolition des cloisons intérieures et des cloisons de doublage ; ➤ Démolition des menuiseries extérieures (fenêtres + volets) ; ➤ Démolition des enduits extérieurs ; ➤ Dépose de tous les sanitaires y compris évacuations attenantes de toute nature ; ➤ Dépose de toute l'installation électrique ; ➤ Démolition des revêtements de sol et faïences murales ➤ Démolition des planchers à tous les niveaux ; ➤ Démolition de la charpente et couverture ; ➤ Enrobé en pieds de façade ➤ Enrobé de trottoirs ➤ Réseaux avec passage éventuel de caméra ➤ Démolition du garage et dalle ➤ Démolition de l'abri voiture et dalle ➤ Démolition murs de clôture
3	Villa au 65 avenue Paul Arène cadastrée AH 72 avec installation intérieure gaz	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Démolition des cloisons intérieures et des cloisons de doublage ; ➤ Démolition des menuiseries extérieures (fenêtres + volets) ; ➤ Démolition des enduits extérieurs ; ➤ Dépose de tous les sanitaires y compris évacuations attenantes de toute nature ; ➤ Dépose de toute l'installation électrique ; ➤ Démolition des revêtements de sol et faïences murales ➤ Démolition des planchers à tous les niveaux ; ➤ Démolition de la charpente et couverture ; ➤ Enrobé en pieds de façade ➤ Enrobé de trottoirs ➤ Réseaux avec passage éventuel de caméra ➤ Démolition murs de clôture

4	Villa au 35 Chemin des Collettes cadastrée AH 73 + garage + atelier maçonné Cuve à fuel enterrée	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Démolition des cloisons intérieures et des cloisons de doublage ; ➤ Démolition des menuiseries extérieures (fenêtres + volets) ; ➤ Démolition des enduits extérieurs ; ➤ Dépose de tous les sanitaires y compris évacuations attenantes de toute nature ; ➤ Dépose de toute l'installation électrique ; ➤ Démolition des revêtements de sol et faïences murales ➤ Démolition des planchers à tous les niveaux ; ➤ Démolition de la charpente et couverture ; ➤ Enrobé en pieds de façade ➤ Enrobé de trottoirs ➤ Réseaux avec passage éventuel de caméra ➤ Démolition du garage et dalle ➤ Démolition de l'atelier maçonné et dalle ➤ Enlèvement de la cuve
---	---	--

MISSION N°02 : DIAGNOSTIC PLOMB AVANT DEMOLITION

1. DOCUMENTS DE REFERENCE / REGLEMENTATION

La mission de repérage, objet de ce présent marché, sera conforme aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

- Articles R.1334.19, R.1334.22, R.1334.23, R1334.29-6, R1334.29-8 du code de la Santé Publique,
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures.

Les travaux exposant les travailleurs au plomb et à ses composants sont soumis aux dispositions du Code du Travail sur la prévention des risques chimiques et à celles spécifiques aux substances cancérogènes, mutagènes et toxiques pour la reproduction (Art R.4412-59 à R.4412-93, R.4412-156, R.4412-157, R.4412-158, R.4412-159, R.4412-160, L4121-2).

Les mesures de prévention devront être ajustées à partir de l'analyse des risques que doit appréhender l'entrepreneur et doter notamment le personnel évoluant sur le chantier d'équipements de protection appropriés pour éviter les contacts avec les matériaux contaminés.

L'arrêté du 30 décembre 2002 modifié définit les teneurs limites d'acceptation des déchets contenant du plomb dans les installations de stockage. Ces teneurs sont obtenues sur les éluât provenant de tests de lixiviation réalisés selon la norme NF EN 12457-2 et analysés suivant les prescriptions de la norme NF EN 12506.

Cette liste n'est pas limitative. Le titulaire devra se soumettre au moment de l'exécution des prestations à l'ensemble de la réglementation en vigueur.

2. CERTIFICATION & ACCREDITATION

L'opérateur de repérage devra détenir un certificat de compétences avec mention en cours de validité délivrée par un des organismes certificateurs agréés par les pouvoirs publics. Le certificat est spécifique à chaque mission de diagnostic (amiante, plomb, parasite) et propre à chaque opérateur de repérage.

3. VISITE DE RECONNAISSANCE

Une visite de reconnaissance est à effectuer par le candidat pendant la consultation. Les informations utiles au sujet de cette visite obligatoire (date et heure de la visite organisée...) sont indiquées dans le règlement de consultation.

4. ACCESSIBILITÉ DE L'OUVRAGE

A charge de l'opérateur, d'intégrer dans son offre et à ses frais tous moyens d'accès permettant de mener dans son intégralité sa mission.

En cas de découverte sur site durant les travaux de matériau non diagnostiqué et susceptible de contenir du plomb, aucune indemnité complémentaire ne pourra être réclamée pour diagnostic complémentaire. Tous frais connexes éventuellement engendrés pour la réalisation de ce diagnostic complémentaire seraient à la charge de l'opérateur.

Dans le cas où un local est inaccessible, à charge de l'opérateur adjudicateur de se mettre en lien avec les utilisateurs ou le maître d'ouvrage pour permettre l'accessibilité du local.

5. LIVRABLE A FOURNIR

Données du rapport d'analyse

- Etablissement du plan de repérage des zones / éléments analysés
- Etablissement de la cartographie de risques plomb du bâtiment
- Evaluation de l'état de conservation des matériaux contenant du plomb
- Etablissement d'une grille d'évaluation en cas de présence confirmé de plomb

Nombre d'exemplaires de chaque document (rapports, annexes, plans...) : 1 exemplaire papier + 1 exemplaire numérique (.pdf) + les fichiers métiers utiles (.dwg...)

MISSION N°03 : DIAGNOSTIC PARASITES

1. DOCUMENTS DE REFERENCE / REGLEMENTATION

La mission de repérage, objet de ce présent marché, sera conforme aux textes législatifs et réglementaires en vigueur et notamment :

- Articles R.1334.19, R.1334.22, R.1334.23, R1334.29-6, R1334.29-8 du code de la Santé Publique ;
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures.

Les mesures de prévention devront être ajustées à partir de l'analyse des risques que doit appréhender l'entrepreneur et doter notamment le personnel évoluant sur le chantier d'équipements de protection appropriés pour éviter les contacts avec les matériaux contaminés.

Cette liste n'est pas limitative. Le titulaire devra se soumettre au moment de l'exécution des prestations à l'ensemble de la réglementation en vigueur.

2. CERTIFICATION & ACCREDITATION

L'opérateur de repérage devra détenir un certificat de compétences avec mention en cours de validité délivrée par un des organismes certificateurs agréés par les pouvoirs publics. Le certificat est spécifique à chaque mission de diagnostic (amiante, plomb, parasite) et propre à chaque opérateur de repérage.

3. INSPECTION VISUELLE

L'état parasitaire est fondé sur un examen visuel général dans un premier temps, puis une inspection rapprochée minutieuse de différentes parties et éléments. Il permettra d'identifier la présence d'insectes à larves xylophages et/ou de champignons lignivores sur l'ensembles des bois de l'ouvrages. Des poinçonnages, voire des prélèvements, peuvent être nécessaires lorsque la présence d'agents de dégradation du bois en profondeur est suspectée.

L'opérateur de repérage devra une Inspection visuelle des lieux, en repérant tous les bois mis en œuvre visibles et accessibles, et en notant les causes éventuelles d'aggravation de l'infestation (fuites, humidité, type de construction, etc.) Il pratique un examen visuel de tous les bois mis en œuvre visibles et accessibles, complété le cas échéant par un poinçonnage.

Il note les dégradations causées par des parasites du bois et en caractérise l'origine et rédige un rapport détaillé conforme aux exigences réglementaires.

Important :

Cette intervention est non destructrice, seuls les éléments en bois visibles et accessibles sont donc expertisés. "L'intervention n'a pas [...] pour but de donner un diagnostic de la résistance mécanique des bois et matériaux, même s'il y a eu bûchage (enlèvement de matière, afin de vérifier jusqu'où s'est répandu l'attaque). L'intérêt étant de signaler l'état défectueux par la présence ou l'absence d'agents de dégradation biologiques du bois dans l'immeuble, d'établir un rapport de constat de l'état parasitaire d'un immeuble bâti ou non bâti" (Cf norme NF P03- 200).

4. VISITE DE RECONNAISSANCE

Une visite de reconnaissance est à effectuer par le candidat pendant la consultation. Les informations utiles au sujet de cette visite obligatoire (date et heure de la visite organisée...) sont indiquées dans le règlement de consultation.

5. ACCESSIBILITÉ DE L'OUVRAGE

A charge de l'opérateur, d'intégrer dans son offre et à ses frais tous moyens d'accès permettant de mener dans son intégralité sa mission.

En cas de découverte sur site durant les travaux de matériaux non diagnostiqués et où la présence d'agents de dégradation du bois est suspectée, aucune indemnité complémentaire ne pourra être réclamée pour diagnostic complémentaire. Tous frais connexes éventuellement engendrés pour la réalisation de ce diagnostic complémentaire seraient à la charge de l'opérateur.

Dans le cas où un local est inaccessible, à charge de l'opérateur adjudicateur de se mettre en lien avec les utilisateurs ou le maître d'ouvrage pour permettre l'accessibilité du local.

6. LIVRABLE A FOURNIR

Données du rapport d'analyse

- Rédaction du rapport de repérage
- Identification des parasites mis en évidence
- Les mesures d'ordre général préconisées, lorsque des matériaux dégradés ont été repérés

Nombre d'exemplaires de chaque document (rapports, annexes, plans...) : 1 exemplaire papier + 1 exemplaire numérique (.pdf) + les fichiers métiers utiles (.dwg...)